

ANALYSE 2012

**La participation politique
des étrangers et des Belges
d'origine étrangère :
entretien avec
Fatima Zibouh**



Publiée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

La participation politique des étrangers et des Belges d'origine étrangère : entretien avec Fatima Zibouh

Quelle place occupent les étrangers et les Belges d'origine étrangère dans la vie politique en Belgique ? Comment votent-ils, sont-ils perçus, constituent-ils une classe spécifique de citoyens ? Autant de questions qu'on peut se poser à quelques mois des élections communales. Pour essayer d'y voir plus clair, nous avons interrogé Fatima Zibouh, auteur de plusieurs travaux sur la participation politique des musulmans et des élus d'origine maghrébine à Bruxelles¹.

La participation politique des étrangers et Belges d'origine étrangère soulève en effet plusieurs types d'interrogations, identitaires, sociales et politiques.

Interrogations Identitaires

Existe-t-il un vote « ethnique » ou « communautaire » ?

Selon Fatima Zibouh, il convient avant tout de souligner l'hétérogénéité des attitudes et des affiliations politiques des électeurs et des élus. Ces dernières sont moins déterminées par une appartenance ethnique ou nationale que par l'origine sociale et le parcours professionnel de chacun. Ainsi, des musulmans issus de la classe ouvrière ou de milieux défavorisés se retrouvent plus facilement dans les valeurs des partis de gauche, dont le parti socialiste, comme en témoigne l'exemple de Fadila Laanan, ministre de la culture de la Fédération Wallonie- Bruxelles qui déclarait récemment : « *Les valeurs du parti sont celles qui me correspondent le plus, ainsi qu'à mon histoire*² ».

Comme le souligne Fatima Zibouh en conclusion de sa recherche sur « La participation politique des élus d'origine maghrébine » aux élections de la Région bruxelloise, on peut identifier trois types de campagne électorale chez les candidats/élus maghrébins :

- une approche « différentialiste, » mettant l'accent sur les questions politiques spécifiques de la communauté d'origine (moins d'un tiers des élus belges d'origine maghrébine) ;
- une approche « universalisante-communautariste », consistant à tenir un discours sur des valeurs d'intérêt général, tout en tirant parti d'un ancrage et d'une spécificité ethnique (plus d'un tiers des élus belges d'origine maghrébine) ;
- enfin une approche assimilationniste caractérisée par une mise à distance de toute relation avec le pays d'origine ou le rapport au religieux (un tiers au moins des élus belges d'origine maghrébine).

Par ailleurs, une fois élus, les représentants des communautés issus de l'immigration tendent à assumer les valeurs du parti qu'ils ont rejoint.

En résumé, l'origine ethnique n'est qu'un des nombreux paramètres déterminant le choix d'un électeur : son appartenance socio économique, mais aussi son âge, son sexe, son capital scolaire, sont autant de variables intervenant dans les choix politiques. « Avec le temps, insiste Fatima

1 Fatima Zibouh : *La participation politique des élus d'origine maghrébine ; élections régionales bruxelloises et stratégies électorales*. Academia-Bruylant. Cahiers Migrations 41. Louvain la Neuve, 2010.

Fatima Zibouh : « La représentation politique des musulmans à Bruxelles », paru dans *Brussels Studies Numéro 55*, 5 décembre

² Entretien Journal Le Soir du WE 28/29 juillet 2012

Zibouh, on constate même une professionnalisation plus grande du vote : les électeurs sont devenus désormais plus exigeants, et des élus « communautaires » qui ont déçu sont désormais délaissés au profit d'élus « autochtones » qui représentent mieux les attentes et les valeurs des électeurs ».

La variable communautaire/ethnique apparaît pourtant dans les stratégies des partis eux-mêmes : ainsi le Parti socialiste cible plus particulièrement les Marocains, le CDH les électeurs d'origine sud-saharienne, le parti Ecolo les latino-américains... Il s'agit moins d'une « ethnicisation » des cibles que d'une stratégie politique bien comprise en fonction des origines socio-économiques des électeurs (Marocains), de leur affinité avec des valeurs chrétiennes éventuellement relayées par des églises locales (Afrique sud-saharienne) ou encore d'une stratégie profitant de l'effet d'entraînement produit par la présence d'une élue latino-américaine charismatique sur l'ensemble de la communauté immigrée (cas de Marie Nagy, élue écolo belge d'origine colombienne). Là encore, il faut relativiser, les partis ne se contentent pas de cibler ces électeurs-là, mais la « cible ethnique » constitue une des nombreuses stratégies de conquête du pouvoir.

Enfin, une analyse plus fine des comportements des électeurs d'origines turque et marocaine mettrait en évidence des différences importantes dans les mobilisations et les résultats aux élections, contrairement au fantasme d'un « vote musulman » ou d'un « lobbying musulman » monolithique et organisé. Ainsi, le réseau associatif turc en Belgique étant davantage structuré et discipliné, permettrait aux Turcs d'obtenir de bons résultats aux élections alors même que les Marocains, mieux répartis dans l'ensemble de la société et appartenant à une constellation plus diffuse d'associations, ont plus de candidats mais moins d'élus.

Interrogations sociales

L'arrivée au pouvoir – communal, régional ou fédéral- de personnalités issues des populations immigrées est-elle de nature à apporter des changements importants en matière de comportement social?

C'est là un des non-dits des hésitations à étendre le droit de vote- en tout cas au niveau régional ou fédéral- aux étrangers, notamment musulmans. Dans le climat d' « islamophobie » ambiant, on voit bien d'ailleurs ce que recouvrent ces hésitations : peur de voir des élus d'origine musulmane imposer des horaires séparés dans les piscines municipales et de la viande halal dans les cantines scolaires, d'empêcher toute législation limitant le port du voile islamique....La campagne électorale des partis de droite lors des dernières élections présidentielles en France a été particulièrement nauséuse sur ce point, jouant sans vergogne sur les fantasmes islamophobes.

Or à examiner l'attitude des élus (belges) d'origine étrangère depuis plusieurs années, c'est en fait tout le contraire qui se produit. Une fois élus, en effet, ces personnalités politiques tendent à assumer une grande loyauté vis-à-vis de leur parti politique, lesquels d'ailleurs ne leur laissent que peu de marge de manœuvre pour lancer des initiatives de type communautariste. Si changement social il y a, on peut imaginer qu'il est le résultat des évolutions de la société elle-même plutôt que d'une action impulsée au niveau politique. « Dans certains cas, souligne Fatima Zibouh, comme la question du voile à l'école par exemple, il y a même un net décalage entre les attentes de la communauté et le discours politique des élus musulmans, peu enclins à se laisser entraîner sur ce sujet. »

Une fois au pouvoir, donc, les élus d'origine maghrébine ne semblent pas se caractériser par une attitude communautariste particulière.

Question politiques

La présence d'élus provenant d'autres pays est-elle de nature à peser sur les choix politiques de la Belgique ?

En d'autres termes, des problématiques spécifiques à tel ou tel pays – génocide arménien, conflit israélo-palestinien, revendications kurdes, conflit du Sahara occidental – deviennent-elles des enjeux politiques locaux ? Les Etats d'origine jouent-ils un rôle dans l'importation de ces questions ?

Dans son ouvrage *La question migratoire au XXIème siècle*, Catherine Wihtol de Wenden regrette que cette question de la relation entre un Etat et sa population émigrée soit encore peu étudiée³. De fait, depuis les années 70, on constate une plus grande implication de certains Etats vis-à-vis de leur diaspora dont les membres peuvent être considérés comme des « ambassadeurs » des politiques de leur pays d'origine. S'il est clair qu'un Etat d'accueil est amené à entretenir des relations suivies avec les Etats dont sont originaires les différentes diasporas établies sur son territoire, l'utilisation de ces diasporas par le pays d'origine semble être un phénomène complexe.

Selon Fatima Zibouh, ces enjeux sont présents dans les débats politiques. Toutefois, le rôle des Etats d'origine ne doit pas être surévalué : le conflit du Sahara occidental, le génocide arménien sont des sujets émotionnellement forts et qui préoccupent les électeurs originaires de ces régions, sans que les États aient à intervenir. La « diplomatie migratoire » que les Etats tentent de mettre en place, en se proposant de faire des électeurs et surtout des élus originaires de leurs pays des sortes d'ambassadeurs de leur propre politique trouve ici ses limites. Elle ne réussit que si elle correspond aussi aux intérêts de ces électeurs/élus et à leurs propres préoccupations. En outre, souligne Fatima Zibouh « alors que cette volonté d'utilisation diplomatique tend à s'affirmer, les élus de la diaspora tendent de leur côté à résister davantage, ces derniers se sentant avant tout des ressortissants belges, et non des représentants de leur pays d'origine. »

Conclusion

Ainsi la participation politique des étrangers et Belges d'origine étrangère se caractérise avant tout par une grande hétérogénéité. L'appartenance communautaire et/ou nationale y a moins d'importance que les trajets individuels, l'appartenance professionnelle ou socio-économique. Surtout, la relation entre vie politique et origine ethnique ou communautaire doit être vue comme une relation dynamique en constante évolution.

Laure Borgomano,
Membre du Comité de Rédaction,
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles,
Septembre 2012

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre publication
« Signes des Temps » de septembre-octobre 2012

3 Catherine Wihtol de Wenden : *La question migratoire au XXIème siècle* ; Migrants, réfugiés et relations internationales. Presses de SciencesPo, Paris, 2010. Voir en particulier pp.101 et suivantes . Voir aussi les travaux de Stéphane Dufoix, spécialiste des diasporas, notamment « La communauté politique des exilés, une nation hors l'Etat » dans *Hommes et Migrations*, numéro 1253, janvier-février 2005